

RÉSUMÉ

Chaque année, une somme importante des fonds publics, en moyenne 6,3 milliards de dollars, est affectée au secteur agroalimentaire. La plus grande partie va au soutien au producteur, soit dans le secteur des programmes de gestion du risque d'entreprise. Les autres secteurs qui profitent de ces injections de fonds sont les programmes d'inspection et d'assurance qualité, la commercialisation et la promotion, les programmes de recherche et de développement, les services de vulgarisation et d'éducation. La répartition de ces dépenses a beaucoup privilégié le soutien au producteur par l'intermédiaire de programmes de type gestion du risque d'entreprise, qui ont bénéficié de plus de 50 % des dépenses de programme. Les autres secteurs ont reçu beaucoup moins. Par exemple, la recherche et le développement n'ont reçu que 7 % des dépenses.

Il est particulièrement inquiétant de constater comment l'argent des contribuables, qui se fait rare, est réparti entre les différents secteurs de programmes, surtout lorsque cette répartition est influencée par des considérations politiques, des restrictions fiscales et des groupes d'intérêts spéciaux. Un moyen que nous avons à notre disposition pour évaluer les mérites de la répartition actuelle est d'évaluer les rendements (ou avantages) des dépenses de programmes en relation aux coûts pour le contribuable. Généralement, les secteurs des programmes qui génèrent un rendement plus élevé pour la société devraient bénéficier de plus d'argent, tandis que les secteurs à rendement moins élevé devraient recevoir moins de subventions. Il y a deux façons générales de déterminer si les dépenses des programmes ont un avantage social net. Une des manières pour déterminer cet avantage est de calculer le taux de rentabilité interne (TRI), où le rendement des dépenses publiques doit dépasser le taux de rendement minimal, qui, dans bien des cas, représente le coût de financement (rendement à long terme des obligations et des titres d'État). Le coefficient de rendement (CR) constitue une autre mesure connexe, et est évalué selon qu'il est supérieur à un [1:1].

Des rapports publics et des articles de journaux font l'analyse des rendements de ces dépenses dans les secteurs susmentionnés. L'analyse documentaire publiée (y compris la méta-analyse) indique que le rendement des dépenses publiques en recherche et développement a un TRI de 40 % à 60 %, pour un CR d'au moins 10:1. Au sein du complexe de recherche et développement, l'analyse effectuée par la USDA indique que la recherche fondamentale soutenue par les fonds publics dégage le rendement le plus élevé, suivie par la recherche publique appliquée, puis par la recherche privée, la formation des exploitants agricoles et la vulgarisation agricole.

La recherche privée dégage moins de bénéfices que la recherche appliquée publique, en raison simplement des retombées positives de la recherche financées par les fonds publics. Dans la plupart des cas, les producteurs primaires ainsi que les consommateurs profitent des dépenses en recherche et développement axées sur les produits de base.

Selon 13 études différentes, l'analyse indique que les activités de promotion produisent des avantages pour la chaîne d'approvisionnement dont le CR est de 2:1 à 10:1. Les avantages pour les producteurs se traduisent souvent par une augmentation des volumes de vente, plutôt que par une hausse des prix. Il existe un petit nombre d'études sur les avantages nets des programmes d'assurance qualité et d'inspection; et les résultats rendus publics suggèrent que leur coefficient de rentabilité est d'au moins 2.1.

Tous les fonds fournis par l'intermédiaire de paiements découplés profitent d'abord aux producteurs. Cependant, certains de ces avantages sont partagés par les propriétaires, ce qui se traduit par un CR inférieur à un, même si l'intention était de fournir un soutien au revenu pour l'exploitant agricole. La documentation indique que les subventions versées directement à l'agriculteur par le gouvernement par l'intermédiaire de programmes de type gestion du risque d'entreprise constituent un moyen inefficace de transfert de fonds. Dans les autres secteurs, comme la recherche et le développement, un CR très élevé indique que les avantages sociaux sont bien plus importants que ceux découlant des dépenses des programmes de soutien direct au revenu. Toutefois, la distribution des avantages se fait entre les secteurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, et non seulement entre les producteurs.

Compte tenu du scénario ci-dessus, comment expliquer que les subventions à la recherche et le développement ne représentent que 7 % des dépenses totales, alors que les subventions aux exploitations agricoles excèdent 50 %? Cela s'explique premièrement par le fait qu'il y a souvent une longue attente avant que ne se concrétisent financièrement les avantages découlant de la recherche; qui plus est, la recherche ne s'attache pas aux problèmes des revenus du secteur agricole qui exigent une réponse politique immédiate. La documentation suggère aussi que les producteurs et les décideurs ne sont pas convaincus du rendement positif que peuvent avoir les données de recherche sur les activités ou encore, les producteurs craignent que les changements techniques aient des répercussions négatives pour leurs activités et que seuls les fournisseurs d'intrants et les consommateurs en profitent.